

OMC : réunion secrète à Paris ?

Le G4 (Union européenne, Etats-Unis, Inde et Brésil) est-il réuni à Paris depuis lundi pour relancer le cycle de Doha ? C'est ce qu'affirme le Financial Express (Inde), confirmant ainsi les rumeurs qui circulaient depuis quelques jours.

Organisée dans le plus grand secret, la rencontre des émissaires des 4 "grandes puissances" de l'OMC dans la capitale française cette semaine **précéderait une prochaine réunion prévue en Inde les 11 et 12 avril**, en marge du forum commercial Inde-USA.

Ils tenteraient de « **relancer** » un **cycle de négociations moribond**. Lancé sous l'égide du « développement » et de la « lutte contre la pauvreté », le cycle de négociations dit de Doha aura été comme les précédents, celui de la libéralisation du commerce international.

Il n'aura eu d'autres buts que de tenter d'accroître l'accès aux marchés des pays pauvres aux entreprises transnationales, de renforcer les facilités offertes aux entreprises pour choisir leurs localisations au moindre coût social et environnemental ; il aura permis également aux marchés financiers pour accentuer encore les logiques néolibérales déjà profondes de la mondialisation financière.

Se réunissant secrètement, dans la **grande tradition d'opacité de fonctionnement de l'OMC**, les 4 pays moteurs essayent de trouver un ultime accord. Ils vont voir s'il leur est possible de s'entendre sur les questions de subventions agricoles. S'ils y parviennent, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déjà annoncé qu'il se sentirait autorisé à proposer à tous un accord général sur tous les sujets (marchés industriels, services, investissements).

Ces marchandages se déroulent **très loin des peuples**, alors que ces accords commerciaux multilatéraux ont des **effets déterminants sur l'emploi, le respect des droits des paysans, des salariés et des usagers de services publics, ainsi que sur l'environnement**.

La méthode de négociation **bafoue les principes de transparence** qui ne constituent pourtant que le minimum en démocratie, au niveau de l'Union européenne comme de ses Etats membres. Quant à tous les « petits » pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ils sont doublement exclus, puisque leurs représentants n'ont même pas été invités.

Les organisations signataires s'indignent de ces méthodes. Le fait que la Commission reçoive son mandat de négociation des Etats membres ne peut légitimer l'ensemble du processus : en effet les Etats membres eux mêmes n'ont jamais consulté leurs citoyens alors que la pression des multinationales à Bruxelles reçoit en revanche une attention toute bienveillante.

C'est pourquoi nous demandons :

- l'explicitation publique du mandat de négociation du Commissaire européen, Peter Mandelson, et sa soumission régulière au vote des instances démocratiques compétentes, au niveau européen et des Etats membres ;

- l'assurance, à toutes les étapes du processus de discussion, de la représentation des intérêts de tous les groupes de pays et acteurs concernés par les négociations commerciales, et pas seulement ceux des grandes puissances et des acteurs économiques transnationaux ;

- l'instauration effective d'une hiérarchie des normes juridiques internationales selon laquelle les règles du commerce international ne primeront plus sur les droits humains et les choix démocratiques des peuples.